

La Conférence ministérielle du G-7 sur l'emploi

Les ministres du G-7 responsables de l'emploi, des finances, de l'industrie et du commerce se sont réunis à Lille, en France, en avril pour discuter des moyens de créer des emplois et de réduire le chômage. La réunion cadrerait bien avec la stratégie de croissance et d'emploi du Canada.

Réunion de suivi de la Conférence de Détroit sur l'emploi de 1994, la Conférence de Lille sur l'emploi s'inscrivait dans la foulée des Sommets de Naples en 1994 et de Halifax en 1995. À Halifax, les leaders du G-7 ont accepté l'offre du président de la France, M. Jacques Chirac, d'accueillir cette conférence ministérielle avant le Sommet de Lyon, en juin. Dans leur communiqué, ils avaient demandé à leurs ministres de se réunir « pour faire le point sur les progrès réalisés dans la création d'emplois, et voir quelle serait la meilleure façon d'augmenter le niveau de l'emploi dans chacun de nos pays ».

À Détroit, les ministres responsables de l'emploi, des finances, de l'industrie et du commerce avaient esquissé des approches permettant de soutenir la croissance, de créer plus d'emplois et des emplois meilleurs et de réduire le chômage. Les politiques qui en sont issues ont été à la base des engagements pris par les leaders à Naples et réitérés à Halifax.

Sur cette toile de fond, la Conférence de Lille s'est attachée à trois thèmes : l'environnement macroéconomique favorable à la création d'emplois et à la croissance; le rôle de la technologie, de l'innovation et de la productivité dans la création d'emplois de qualité; les politiques sociales et les politiques relatives au marché du travail. Le ministre de l'Industrie John Manley et le ministre du Développement des ressources humaines Douglas Young représentaient le Canada.

Après la Conférence, les coprésidents français, les ministres Jacques Barrot et Jean Arthuis, ont fait part de leur conclusions qui, généralement, étayaient l'approche du Canada à l'égard des emplois et de la croissance.

Les coprésidents ont insisté sur le fait que, pour les participants à la Conférence, le défi consistait à « prendre l'initiative de dessiner le cadre et les politiques qui permettront à nos concitoyens de recueillir les fruits du développement des échanges internationaux et d'utiliser au mieux les technologies de demain ».

Reconnaissant qu'il n'y a pas de solution unique pour résoudre les problèmes très différents des pays du G-7, ils esquaissaient en conclusion certains des éléments clés pour répondre aux défis, soit :

- réunir les conditions d'une croissance durable, par le biais de politiques fiscales et monétaires convenables,
- assurer le bon fonctionnement des marchés,